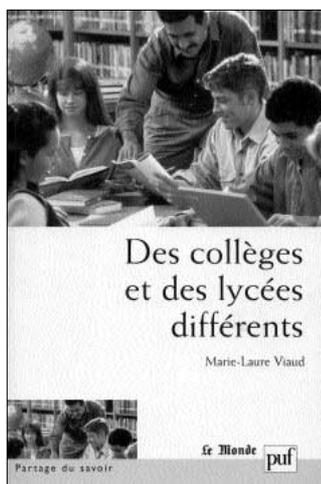


# Marie-Laure Viaud

## « Des collèges et des lycées différents »



Enseignante d'histoire-géo, Marie-Laure Viaud a initié en 1998 l'association DECLIC (Développement Expérimental d'un Collège-Lycée d'Initiative Citoyenne) qui s'est battu plusieurs années pour tenter (en vain) d'obtenir l'ouverture d'un collège-lycée public à pédagogie Freinet en région parisienne. Cette expérience l'a amenée à s'intéresser aux établissements secondaires « différents » et à en faire le sujet de sa thèse de doctorat, soutenue en 2003. Elle est aujourd'hui chargée de recherche au service d'Histoire de l'éducation (INRP).

### **Quelles ont été les répercussions de ton livre dans le monde de l'enseignement ?**

J'attends impatiemment de connaître les réactions des équipes des écoles différentes, mais cela se fait très lentement, au hasard des rencontres.

Mais dans ces cas là, les échos que j'ai sont positifs.

### **Tu as obtenu le prix de la recherche universitaire du Monde. Pourquoi ?**

Les critères d'attribution du prix (voir <http://www.lemonde.fr/mde/prix/charte.html>)

correspondent bien à mon travail : l'interdisciplinarité, la « lisibilité » par un public large, le choix d'un sujet novateur et qui permette d'agir sur la société que nous entoure.

### **Tu parles de la pauvreté de la réflexion pédagogique des promoteurs des écoles différentes (peu de connaissance pédagogique, réflexion courte, pas de pratiques originales...) ; tu sembles l'analyser par des motivations d'ordre politique plus que pédagogique ? Quel est ce sens politique avancé ?**

Effectivement, beaucoup d'équipes font moins de pédagogie que ce qu'elles souhaiteraient. Elles modifient l'organisation de l'établissement (pratiques démocratiques, remplacement des classes par des groupes variés, etc), mais souvent le mode de transmission des savoirs reste « transmissif » : l'enseignant parle, l'élève écoute, discute, mais il ne tâtonne pas, ne construit pas lui-même ses savoirs.

Cela tient à la formation des enseignants : on n'apprend vraiment pas la pédagogie dans les

IUFM, surtout pour les enseignants du secondaire.

Mais aussi, au fait que beaucoup de novateurs des années 70 et 80 estimaient que leur projet était d'abord politique : par exemple l'équipe du lycée expérimental de Saint-Nazaire voulait d'abord démontrer que l'autogestion d'un lycée était possible.

La pédagogie passait après. C'est beaucoup moins le cas dans les établissements qui ont ouvert récemment.

### **Tu mets ceux du mouvement Freinet à part ? pourquoi ?**

Il n'y a pas vraiment aujourd'hui de collège et de lycée différent qui se dise « Freinet » à 100 %. Mais ceux qui s'en inspirent le plus, comme l'école de la Neuville ou le collège Anne Franck au Mans, sont aussi ceux qui ont le plus de

pratiques de pédagogie active fondées sur le tâtonnement, l'expression, etc.

**Comment expliques-tu ce paradoxe entre les attentes des équipes enseignantes et le désintérêt, le manque de responsabilisation des jeunes que tu as constaté ? Les relations semblent à la fois inscrites dans des relations très fortes mais vécues aussi comme un cocon.**

Le problème vient du fait que la plupart des élèves de ces établissements viennent là en dernier recours, parce qu'ils sont en échec, mais pas par désir d'une prise en charge active de leur scolarité. Dans leurs représentations, le « vrai cours » c'est le cours magistral. On sait que les élèves en difficulté sont très conservateurs : par exemple, on voit dans les classes relais qu'ils réclament des dictées ou des exercices de mathématiques qui leur paraissent représentatifs d'un « vrai collège » !

Par conséquent, quand les enseignants mettent en place des moments de pédagogie active, ils ne considèrent pas que c'est du « vrai travail », ils ne s'investissent pas, ils s'amusent, bavardent, etc. Les enseignants sont alors déçus face à ce qu'ils perçoivent comme étant un faible intérêt et une passivité des élèves devant leurs pratiques innovantes. Ils ont du mal à analyser ces difficultés, notamment parce les conditions de travail très difficiles dans ces établissements les conduisent à un surinvestissement et à un épuisement qui les empêche de prendre du recul. Le fait qu'ils ne soient pas ou très peu formés à ces pratiques accentue leur sentiment de malaise et d'incompréhension.

**Tu parles des difficultés d'observation des établissements. Quelles sont-elles ?**

Je parle du « complexe d'Astérix » et donc du phénomène du village gaulois pour lequel tout ce qui vient de l'extérieur est mauvais, risqué. Il faut dire que ces équipes marquées par des décennies de difficultés avec l'institution ont développé une forte méfiance sur un regard extérieur. Tant qu'il s'agit de visite ponctuelle, il n'y a pas de problème, lorsqu'on s'inscrit dans la durée c'est beaucoup plus délicat.

**Malgré des conceptions proches de ces équipes, tu observes des lignes de clivage entre innovateurs, au niveau politique, par rapport au rôle adulte, aux procédures.... À quoi sont-elles dues ?**

Les écoles sont d'abord séparées par une ligne de clivage sur le rôle de l'adulte. A un pôle, « laisser les choses se faire toutes seules » : l'idée rousseauiste que l'enfant est naturellement bon et qu'il possède en lui, naturellement, le désir d'apprendre, les capacités pour y parvenir et qu'il faut juste laisser le temps à ce désir de revenir, etc.

À l'autre extrémité, un pôle interventionniste qui va au contraire construire des situations pour favoriser sa motivation. Ce clivage recouvre un intérêt (ou non) pour les pratiques pédagogiques. Il recoupe aussi une ligne de clivage sur la structuration, avec un pôle « non directif » et un pôle côté Pédagogie institutionnelle ou tout va être au contraire très réfléchi et très organisé.

Une autre ligne de clivage importante entre les écoles porte sur les priorités à avoir. Pour certains, la priorité est de permettre aux élèves d'obtenir le brevet ou le bac mais dans de meilleures conditions, en favorisant leur épanouissement, en respectant leurs rythmes, etc. D'autres considèrent que la priorité doit être donnée aux acquis au long terme : le développement du plaisir d'apprendre, de l'esprit critique, de la capacité à monter des projets, etc.

Enfin, la troisième ligne de clivage majeure est politique : certains, comme Freinet le faisait, lient leur projet à une volonté de transformation sociale (*Changer l'école pour changer la société*), d'autres sont silencieux sur cette question.



 **Tu parles d'écoles adaptées, d'écoles intégrales en précisant à l'intérieur encore des catégories. Quelles te semblent être celles les plus proches d'un réel avenir dans le cadre d'un développement personnel et culturel pour tout jeune ?**

On sait que les établissements pour élèves décrocheurs apportent de vrais résultats dans le réinvestissement des jeunes dans leurs apprentissages, dans leur estime de soi. L'école reprend sens, on prend en compte leurs besoins, leurs intérêts.

 **Au sein des équipes, on sent des relations interpersonnelles fortes, mais aussi tendues. Comment échapper à ces difficultés, comment construire un vrai travail d'équipe centré sur l'avenir des jeunes ? Quelles en seraient les conditions ?**

Les équipes qui fonctionnent le « mieux » (ou le moins mal) sont celles qui ont mis en place des médiations qui leur permettent de prendre du recul par rapport : à une prise de distance par l'écriture, des observateurs extérieurs, etc. Ce sont aussi les équipes qui se dotent d'une organisation rigoureuse : un projet précis, un fonctionnement clair de l'équipe, etc., qui évite que tout soit ramené à l'affectif et constitue un « intermédiaire » entre les personnes et leur projet.

Enfin, ce sont les équipes qui arrivent à « neutraliser » l'institution, à l'empêcher d'être « malveillante » à leur égard, par un nom « Dolto, Decroly... » ou par leur stabilité dans la durée qui fait que certaines écoles sont devenues des « institutions ». Lorsqu'une école ne vit pas sous la menace permanente d'une fermeture, cela dimi-

nue le « stress » et le surinvestissement de l'équipe, et du coup, les tensions internes.

 **Tu observes les difficultés liées à la non ouverture de certains projets innovants, en particulier ceux liés aux mouvements pédagogiques. Comment analyses tu ces refus, ces difficultés ?**

Très clairement, l'institution refuse l'ouverture d'écoles différentes, surtout dans l'enseignement secondaire.

Pourquoi ? la réponse est vraiment complexe. Elle est d'abord « pratique » : si des établissements à pédagogie active et coopérative fonctionnaient correctement, avec des élèves et des moyens ordinaires et en nombre suffisant (afin que leurs résultats ne soient pas attribuables aux conditions de l'expérience), cela signifierait que la réponse aux difficultés actuelles du système est d'ordre pédagogique, et non d'ordre quantitatif, et que c'est donc la structure du système scolaire qu'il faut transformer. On peut se demander qui aurait intérêt à un tel bouleversement ?

La réponse est aussi politique. Ces établissements favorisent la capacité à s'exprimer, à monter des projets, à prendre des responsabilités collectives : des élèves éduqués ainsi seraient donc capables d'une contestation active de la société et pourraient remettre en cause le système tel qu'il fonctionne.

Ceci étant dit, la question est complexe, l'institution n'est pas « une », etc. Voir les choses sur le mode « nous sommes les bons, les autres c'est les méchants », ça ne facilite pas les relations avec l'extérieur de ces écoles !

 **Comment résoudre les difficultés d'évaluation du travail mené dans ces équipes ?**

**Tu parles de faible efficacité à court terme en évoquant un manque de démocratie, un cadre insuffisant, l'efficacité « paradoxale » du cours impositif, la non mobilisation des jeunes, leur manque de sécurité.**

**Quelles seraient donc les solutions pour une meilleure efficacité ?**

Il y a deux questions. Première question : l'évaluation du travail mené par ces équipes. C'est sûr que ce n'est pas facile d'évaluer des acquis au long terme comme la confiance en soi, etc, ni de comparer les résultats de ces établissements avec d'autres, car ils accueillent surtout des jeunes en échec, etc. Mais une évaluation serait possible si on s'en donnait les moyens. L'exemple de ce qui se fait actuellement concernant l'évaluation de l'école primaire Freinet de Lille (je ne sais plus son nom) est passionnant, la même chose pourrait être faite pour des établissements secondaires.

Deuxième question, celle des difficultés internes. En fonction des priorités qu'ils se donnent, ces établissements ont des difficultés différentes. Certains lycées se donnent comme objectif l'obtention du bac en responsabilisant les jeunes, en leur donnant les moyens de travailler en fonction de leurs besoins réels, et ont des réussites très importantes avec des jeunes en échec.

Mais il n'y a pas de projet politique derrière. Les écoles qui donnent la priorité aux acquis au long terme ont, elles, des résultats très faibles aux examens.

Le problème de fond, c'est que le système scolaire français, et

surtout le baccalauréat, est largement fondé sur la maîtrise de normes purement scolaires comme la dissertation en trois parties et la mémorisation d'un grand nombre de connaissances, et que les élèves ne restent le plus souvent, que deux ou trois années dans les collèges et lycées différents parce qu'ils y viennent généralement en dernier recours.

Les établissements différents ne peuvent pas, en si peu de temps, mettre en œuvre des objectifs aussi ambitieux que les leurs : permettre aux élèves de parvenir à une réussite « scolaire » standard (programme, examens) et de devenir des êtres humains épanouis, créatifs, heureux. Pour que ça marche mieux, il faudrait leur permettre d'accueillir les élèves dès le primaire, et/ou que ces écoles n'accueillent pas majoritairement des élèves en difficulté venus là en dernier recours et donc au dernier moment.

 **Comment analyses-tu le travail mené par le CNIRS, une certaine effervescence de l'innovation, les projets qui ont fleuri pendant cette période, en particulier ceux impulsés par le mouvement Freinet ?**

Le problème du CNIRS c'est qu'il n'avait aucun pouvoir et qu'il n'a pas duré. Énormément de projets passionnants ont vu le jour en quelques années, dont certains étaient impulsés par des militants de l'ICEM.

Mais l'institution a mené les novateurs en bateau quelques années en leur faisant miroiter des ouvertures qui n'ont jamais eu lieu pour la très grande majorité.

 **Comment se situe l'action du mouvement Freinet dans l'innovation, les équipes, en particulier dans la perspective d'une transférabilité des pratiques, sans moyens supplémentaires et pas seulement pour jeunes en difficulté ?**

Je ne sais pas trop quoi te répondre là dessus. Actuellement le mouvement Freinet ne joue pas un grand rôle dans les collèges et lycées différents.

Pour la transférabilité, il y aurait des choses à faire.

Par exemple, quand je m'occupais de Déclic, les stages que nous avons fait dans des écoles primaires Freinet ou en rencontrant des instituteurs nous ont beaucoup appris...

 **On sent l'influence de la pédagogie Freinet dans un certain nombre de projets, mais on ne voit guère de pratiques réelles. Comment l'expliques-tu ?**

C'est surtout le problème du manque de connaissances en pédagogie chez les novateurs du secondaire (cf plus haut).

C'est aussi que le mouvement Freinet a toujours été plus implanté dans le primaire, parce que c'est quand même plus facile pour un instituteur de mettre en place de telles pratiques.

 **Vers quoi allons-nous dans ce champ de l'innovation ? Quel avenir pour de nouveaux établissements, de nouvelles équipes ?**

Ces écoles ont deux atouts pour elles.

Premièrement, dans la crise actuelle de l'école et surtout du collège, on déplore l'augmentation

du nombre d'élèves qui n'y réussissent pas, ne l'aiment pas, y sont violents.

Or ces écoles différentes, justement, s'adressent souvent à des élèves hétérogènes et en difficulté, et réussissent à engager un grand nombre d'entre eux dans les apprentissages, et ce durablement.

Deuxièmement, le monde, dans une perspective de démocratie, de solidarité, a besoin de citoyens qui se sentent concernés par la marche des affaires collectives.

Or les écoles différentes mettent en avant la formation à la pensée critique, la prise d'initiatives, la capacité à mener des projets collectifs, la coopération, bien plus que dans les établissements ordinaires.

Donc certaines de ces écoles – car elles sont très différentes les unes des autres – sont probablement des prototypes pour l'école de demain. Mais les résistances sont fortes.

L'avenir dépend aussi de la mobilisation de mouvements comme Attac ou les Verts, qui pour l'instant traitent essentiellement la question de l'école sous l'angle de la marchandisation, mais qui devraient penser à la construction d'un véritable projet éducatif alternatif.

Je voulais appeler mon livre : *Une autre école est possible*, mais ça n'a pas plu à l'éditeur !

**Interview de**  
**Marie-Laure Viaud**  
**par François Le Ménahèze**  
**Nouvel Éducateur**